



**SII**

Société interaméricaine  
d'investissement  
Membre du Groupe BID

# 2016

## RAPPORT ANNUEL

---





## Principales données financières

AU 31 DÉCEMBRE

En milliers de dollars des États-Unis

	2016	2015	2014	2013	2012
<b>Compte de résultat</b>					
Total des revenus	<b>114 134</b>	56 897	61 340	68 342	63 359
Total des revenus déduction faite des intérêts débiteurs	<b>101 579</b>	47 454	48 860	51 979	46 186
Total des charges d'exploitation	<b>81 249</b>	50 006	34 799	42 381	40 200
Résultat net	<b>17 771</b>	3 002	13 334	19 206	5 560
<b>Bilan</b>					
Prêts et prises de participation, valeur nette	<b>851 569</b>	954 002	1 004 437	1 005 655	1 040 902
Total de l'actif	<b>2 146 724</b>	1 505 296	1 989 486	1 786 805	1 814 513
Emprunts et créances à long terme	<b>1 062 383</b>	598 456	1 099 241	903 502	969,358
Capitaux propres	<b>1 021 982</b>	857 324	845 137	851 826	778 580
<b>Ratios</b>					
Rendement de l'actif moyen	<b>1,0 %</b>	0,2 %	0,7 %	1,1 %	0,3 %
Rendement des capitaux propres moyens	<b>1,9 %</b>	0,4 %	1,6 %	2,4 %	0,7 %
Ratio d'endettement	<b>104 %</b>	70 %	130 %	106 %	125 %
Ratio capitaux propres / actif	<b>48 %</b>	57 %	43 %	48 %	43 %
Liquidités / total de l'actif	<b>59 %</b>	35 %	46 %	40 %	42 %

\*Comprend les montants approuvés et inscrits dans les livres de la BID et les approbations de coopération technique. Ne comprend pas les prêts B.

\*\*Projets qui ont reçu notes de « Oui » ou un « Exceptionnel » sur l'indicateur de l'égalité des sexes de DELTA. Exclut les approbations TFFP et les transactions approuvées sans évaluation DELTA



## Principales données opérationnelles

AU 31 DÉCEMBRE

En millions de dollars des États-Unis

2016

### Approbations

<b>Nombre de projets</b>	162
Prêts	101
Garanties	59
Participations	2

<b>Montant</b>	2 237
Prêts	2 028
Garanties	183
Participations	27

<b>Pays des groupes C et D (basé sur le montant)</b>	35,7 %
--	--------

### Décaissements

Décaissements	1 417
Opérations	184

### Portefeuille d'actifs liés au développement

Encours du portefeuille	6 865,3
Encours du portefeuille dans des pays des groupes C et D (basé sur le montant)	47,4 %

### Mobilisation de base

Mobilisation de base	860,2
Montant engagé	1 356,6
Ratio de mobilisation de base	0,6

### Services-conseils

Pourcentage d'approbations pour financement au changement climatique*	35,5 %
Mobilisation des ressources des bailleurs de fond pour le financement mixte - climat	162,5
Pourcentage des projets avec des résultats en égalité entre les sexes**	5 %
Nombre de nouveaux engagements des clients pour des services-conseils	30





**Luis Alberto Moreno**  
*Président du Conseil d'administration*

## **LETTRE DU PRÉSIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION**

Monsieur le Président de l'Assemblée des Gouverneurs  
Société interaméricaine d'investissement  
Washington, D.C.

Monsieur le Président,

Conformément aux dispositions de l'Accord constitutif de la Société interaméricaine d'investissement (SII), j'ai l'honneur de vous présenter le Rapport annuel 2016 de la SII et ses états financiers vérifiés, notamment les bilans aux 31 décembre 2016 et 2015 ainsi que les comptes et états y afférents pour les exercices clos à ces dates.

Le rapport présente un récapitulatif des principaux accomplissements de la Société et des faits les plus marquants au cours de sa première année d'activité au titre de sa mission élargie.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma considération distinguée,

Luis Alberto Moreno  
*Président du Conseil d'administration*  
*Société interaméricaine d'investissement*



**James P. Scriven**

*Directeur général*

## LETTRE DU DIRECTEUR GÉNÉRAL

En 2015, les Gouverneurs de la Société interaméricaine d'investissement (SII) et la Banque interaméricaine de développement (BID) ont mis en œuvre un plan visant à mieux collaborer avec les entreprises publiques et privées d'Amérique latine et des Caraïbes. Trois des quatre secteurs d'activité qui travaillent avec le secteur privé dans les deux institutions ont été consolidés dans la SII, étayés par une augmentation de capital de 2,03 milliards de dollars permettant de soutenir la croissance continue de la SII.

Aujourd'hui, la vision qu'avaient les Gouverneurs de cette nouvelle institution est devenue réalité, la SII termine ainsi sa première année d'activité au titre de sa mission élargie.

L'exercice 2016 a été un exercice de transitions et de nouveaux commencements pour la Société. D'importants travaux avaient préparé le terrain pour créer une institution qui place l'expérience client au centre de ses opérations, tout en accroissant la sélectivité stratégique et en intensifiant notre présence locale dans tous les pays membres de la région.

Dans le cadre de ces initiatives, la SII a cherché à étendre sa panoplie de produits, depuis principalement des prêts libellés en dollars jusqu'à une offre intégrée de produits et de services, apportant au client un appui ciblé tout en stimulant la croissance de la région.

Une manière qui va permettre à la nouvelle SII de mieux être au service de ses clients est grâce à ce tournant stratégique vers un plus grand nombre de projets d'infrastructure et d'entreprises. Sur les 2,2 milliards de dollars du total d'approbations de 2016, 1,0 milliard de dollars (soit 45 %) ont été approuvés en infrastructure. Par comparaison, les projets de ce segment représentaient en moyenne 29 % des approbations au cours des trois cycles économiques précédents. Les projets d'entreprises sont quant à eux passés à 372 millions de dollars en 2016.

En aiguisant sa démarche axée sur le client, la SII a clôturé l'année avec 1,4 milliard de dollars de décaissements. La décision stratégique consistant à concentrer ses efforts sur la conclusion d'opérations de l'ancienne organisation et leurs décaissements a généré un portefeuille de 413 opérations pour un chiffre d'affaires total de 6,9 milliard de dollars en fin d'exercice 2016, avec 47,4 % des projets dans des pays des groupes C et D.

La SII a commencé son nouveau chapitre institutionnel avec une nouvelle direction et une nouvelle équipe administrative ainsi que de nouvelles recrues provenant de la BID et de l'extérieur. La formation et le recrutement ont été essentiels alors que la SII cherchait à recentrer sa culture institutionnelle sur les clients, l'innovation, la mobilisation de partenariats, la responsabilisation vis-à-vis des résultats et l'excellence technique.

Pour autant, le secteur privé ne peut résoudre seul les défis en matière de développement de la région. Reconnaissant cette réalité, la SII a activement recherché les moyens de s'associer à la BID à un niveau plus stratégique, en mobilisant le savoir-faire des deux institutions et en créant des synergies pour son activité quotidienne. Entre autres initiatives, le rôle des représentants pays de la BID a été étendu à la SII au 1er janvier 2016.

Pour l'Amérique latine et les Caraïbes, l'exercice s'est avéré riche en changements rapides et en incertitude. Rétrospectivement, je suis confiant que la SII continuera à jouer un rôle anticyclique, misant sur ses bases renouvelées pour aider ses clients à relever les défis quels qu'ils soient qui les attendent.

James P. Scriven

*Directeur général*

*Société interaméricaine d'investissement*



# **UN NOUVEAU COMMENCEMENT**

## L'exercice 2016 a marqué le début d'une nouvelle ère pour la Société interaméricaine d'investissement.

Mue par la volonté d'apporter un meilleur service aux entreprises privées d'Amérique latine et des Caraïbes, la SII a commencé l'exercice en tant qu'entité unifiée du secteur privé avec une mission élargie, réunissant sous un même toit tous les domaines d'activité secteur privé du Groupe de la Banque interaméricaine de développement.

À la suite de cette vaste initiative de restructuration, la SII privilégie l'orientation client, la sélectivité stratégique et la présence locale, adaptant les produits et les services financiers à la demande des marchés locaux et régionaux. Renforçant ainsi son image de marque en tant que première banque multilatérale axée sur le client pour l'Amérique latine et les Caraïbes, la SII s'est en 2016 concentrée sur l'augmentation des décaissements, le développement d'un pipeline plus étoffé de projets d'infrastructure et de projets d'entreprises ainsi que sur la consolidation des équipes et des méthodes.

Dans le cadre de cette démarche axée sur le client, la SII a déployé des efforts considérables en ce qui concerne la conclusion d'opérations de l'ancienne organisation, conduisant à 1,4 milliards de dollars de décaissements pour l'exercice. Illustrant son tournant stratégique, la Société a approuvé 1,0 milliard de dollars en seuls projets d'infrastructure et a clôturé l'exercice avec un chiffre record de 2,2 milliards de dollars d'approbations. Un total de 372 millions de dollars ont été approuvés dans le segment entreprises, ce qui représente une augmentation de 65 % par rapport à l'exercice précédent.

Reconnaissant la solidité financière de la SII et l'appui accru de ses actionnaires dans le cadre de l'augmentation de capital de 2,03 milliards de dollars, Moody's a relevé la notation de crédit de l'institution qui est passée en 2016 d'Aa2 à Aa1. Fitch et S&P ont réaffirmé leurs notations AAA et AA respectivement. Un placement obligataire de 500 millions de dollars au titre

du programme European Medium Term Note (EMTN) - la troisième émission de la SII sur les marchés financiers mondiaux – est venu cimenter la réputation de solidité financière de l'institution.

Pour compléter sa robuste performance et sa nouvelle orientation stratégique, la SII a également remanié la structure de ses services-conseils, misant sur son savoir-faire et son additionnalité au travers d'une aide ciblée et d'instruments financiers mixtes. L'activité de la SII dans ce domaine est à présent stratégiquement concentrée sur le changement climatique, l'égalité entre les sexes et la pérennité de l'entreprise.

Afin d'assurer un impact maximum pour tous les projets, la SII a lancé un nouvel outil d'évaluation pour mesurer l'efficacité des projets de développement. Baptisé DELTA, le nouveau mécanisme harmonise et remplace les instruments utilisés avant l'initiative de restructuration, apportant une méthodologie valable pour l'évaluation et la mesure ex ante.

Au cours de sa première année d'activité dans le cadre d'une mission élargie, la SII n'a pas ménagé ses efforts pour assurer une transition sans heurt et obtenir des résultats sociaux, environnementaux et financiers optimaux. Guidée par une volonté d'établir des relations clientèle plus étroites, l'institution s'est préparée à une entrée réussie dans une ère nouvelle, misant sur un robuste pipeline de projets, une culture d'innovation et une vision claire de l'avenir.

La SII continuera à l'avenir à poursuivre des objectifs ambitieux, à identifier de nouvelles possibilités de développement catalyseur par le biais de financements stratégiques et de services-conseils, et à repousser les limites dans sa recherche d'amélioration des conditions de vie grâce au secteur privé en Amérique latine et dans les Caraïbes.



# SYNTHÈSE DE 2016





# FINANCEMENT

**Au cours de l'exercice 2016, la SII s'est concentrée sur le service clientèle et sur la création d'un nouveau pipeline de projets privilégiant largement les secteurs de l'infrastructure et de l'entreprise, accentuant un tournant stratégique dans son activité.**

En 2016, 162 opérations ont été approuvées pour un total de 2,2 milliards de dollars dont 36 % dans des pays des groupes C et D, 45 % dans le secteur infrastructure, 17 % dans le secteur entreprises et 38 % dans le secteur institutions financières. Sur le total des approbations, 1,8 milliard de dollars ont été inscrits dans les livres de la BID et 443 millions de dollars dans les livres de la SII.

La direction a alloué d'importantes ressources pour traiter le gros volume de conclusion d'opérations et de décaissements en suspens. Cet effort a porté ses fruits avec le décaissement en 2016 de 1,4 milliard de dollars. Grâce à cela, le portefeuille combiné BID et SII se compose de 413 opérations pour un total de 6,9 milliards de dollars, dont 6 milliards de dollars inscrits dans les livres de la BID et 0,9 milliard de dollars dans les livres de la SII.

La qualité des actifs demeure stable, avec une bonne notation interne du risque. En outre, à fin décembre 2016, la SII gère 3,8 milliards de dollars de prêts B et 449 millions de dollars de fonds de tiers. Une fois ajoutés aux actifs de trésorerie, ces ressources se montent à un total de 12,4 milliards de dollars d'actifs gérés. Pour la première année d'activité, l'indicateur de mobilisation des ressources de base a atteint un total de 860 millions de dollars, pour un ratio de mobilisation des ressources de base de 0,6. L'indicateur de mobilisation catalysatrice a atteint le chiffre d'1,2 milliard de dollars, équivalent à un ratio de mobilisation catalysatrice de 0,9.

## Trade Finance Facilitation Program (TFFP)

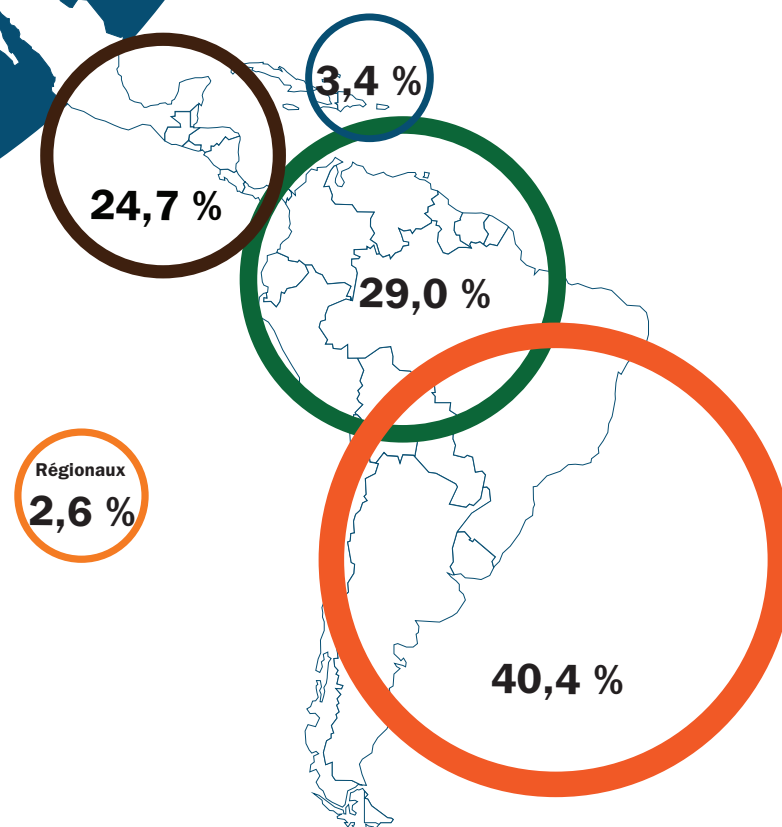
Dans le cadre de son initiative de restructuration, la SII a absorbé le Trade Finance Facilitation Program (TFFP). Auparavant géré au sein de la BID, ce programme aide les banques de la région à accéder aux marchés financiers de commerce international par le biais de la coopération technique, de la création du savoir et de produits financiers.

En 2016, le TFFP a approuvé et décaissé 118 opérations pour un total de 610 millions de dollars de financement du commerce en Amérique latine et dans les Caraïbes, dont 526 millions de dollars en prêts A et 84 millions de dollars de garanties. Ajouté à cela, il y a 382 millions de dollars de mobilisation de ressources par le biais des prêts B. Le réseau TFFP comprend actuellement 104 banques émettrices réparties dans 21 pays de la région et plus de 100 banques confirmatrices dans le monde.

En 2016, le TFFP a apporté une aide à un total de 1 287 opérations individuelles de commerce extérieur pour un montant total de 898 millions de dollars. Les institutions financières des pays des groupes C et D sont à l'origine de 72 % de ces opérations, représentant 58 % du volume en dollar soutenu pendant l'exercice. En 2016, le Conseil d'administration de la SII a approuvé l'augmentation à 1,5 milliard de dollars de la limite du programme.

APPROBATIONS  
2016  
**2,2**  
milliards\*

## APPROBATIONS PAR RÉGION

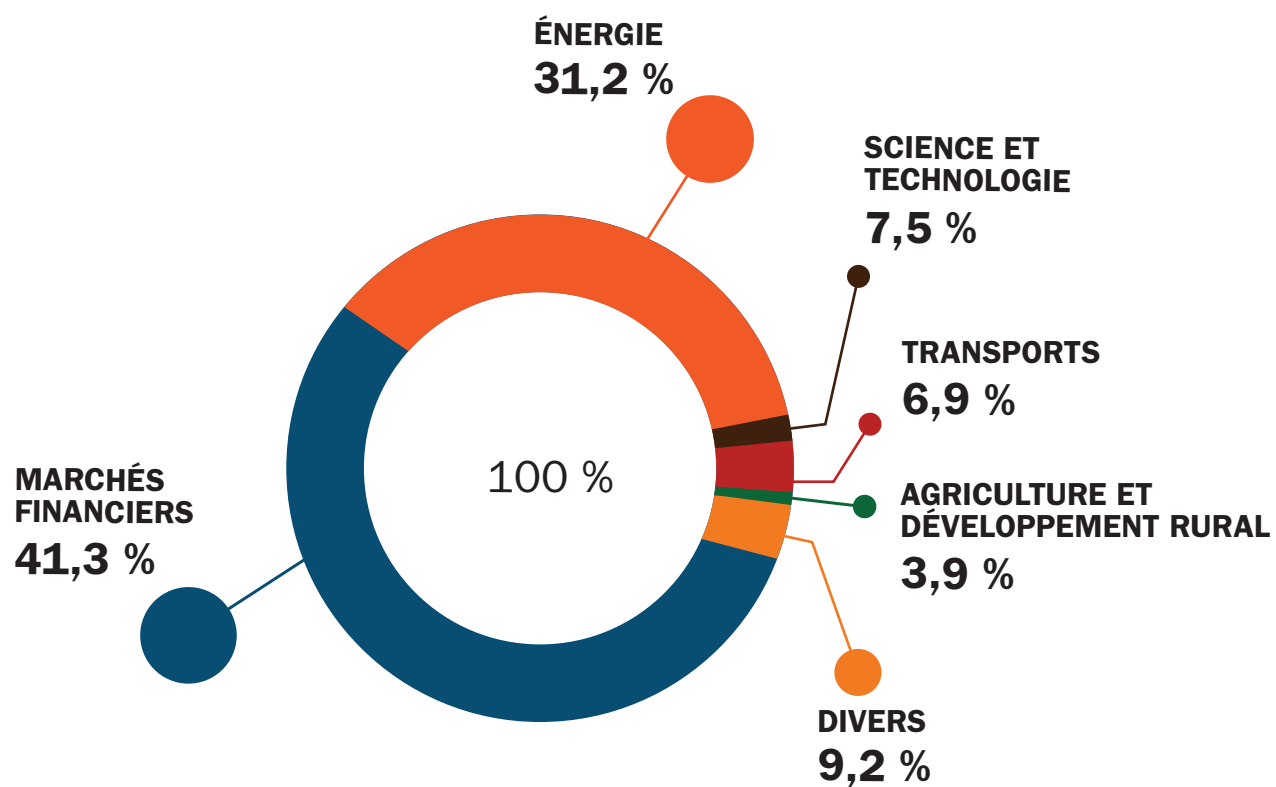


Région	Montant approuvé %
Cône Sud	40,4 %
Pays andins	29,0 %
Mexique et Amérique centrale	24,7 %
Caraïbes	3,4 %
Régionaux	2,6 %
<b>Total</b>	<b>100 %</b>

\* Sur le total des approbations, 1,8 milliard de dollars ont été inscrits dans les livres de la BID et 443 millions de dollars dans les livres de la SII.



# APPROBATIONS PAR SECTEUR



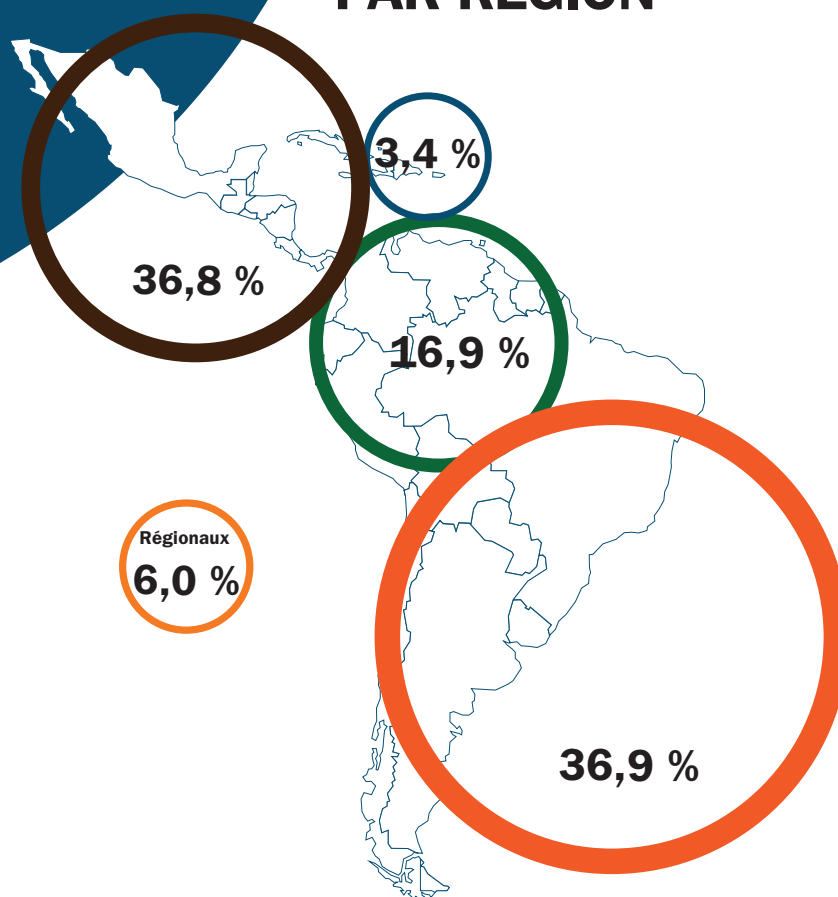
<b>Secteur</b>	<b>Montant approuvé %</b>
Marchés financiers	41,3 %
Énergie	31,2 %
Science et technologie	7,5 %
Transports	6,9 %
Agriculture et développement rural	3,9 %
Divers	9,2 %
<b>Total</b>	<b>100 %</b>

ENCOURS DU  
PORTEFEUILLE

6,9

milliards\*

## ENCOURS DU PORTEFEUILLE PAR RÉGION

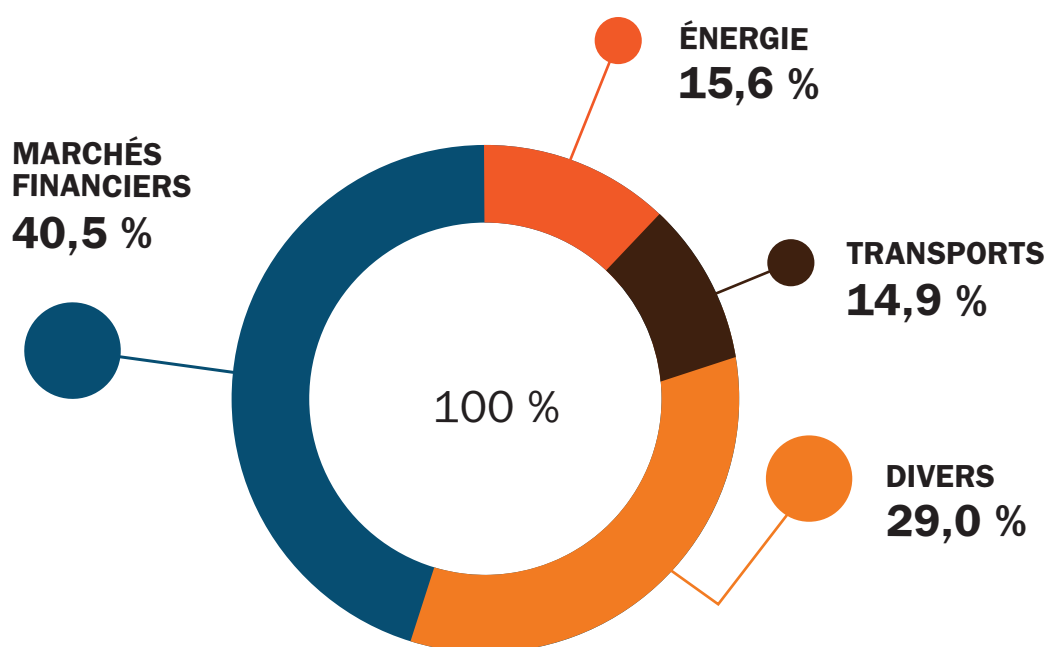


Région	Montant %
Cône Sud	36,9 %
Mexique et Amérique centrale	36,8 %
Pays andins	16,9 %
Régionaux	6 %
Caraïbes	3,4 %
<b>Total</b>	<b>100 %</b>

\* Sur le total, 6 milliard de dollars ont été inscrits dans les livres de la BID et 886 millions de dollars dans les livres de la SII.



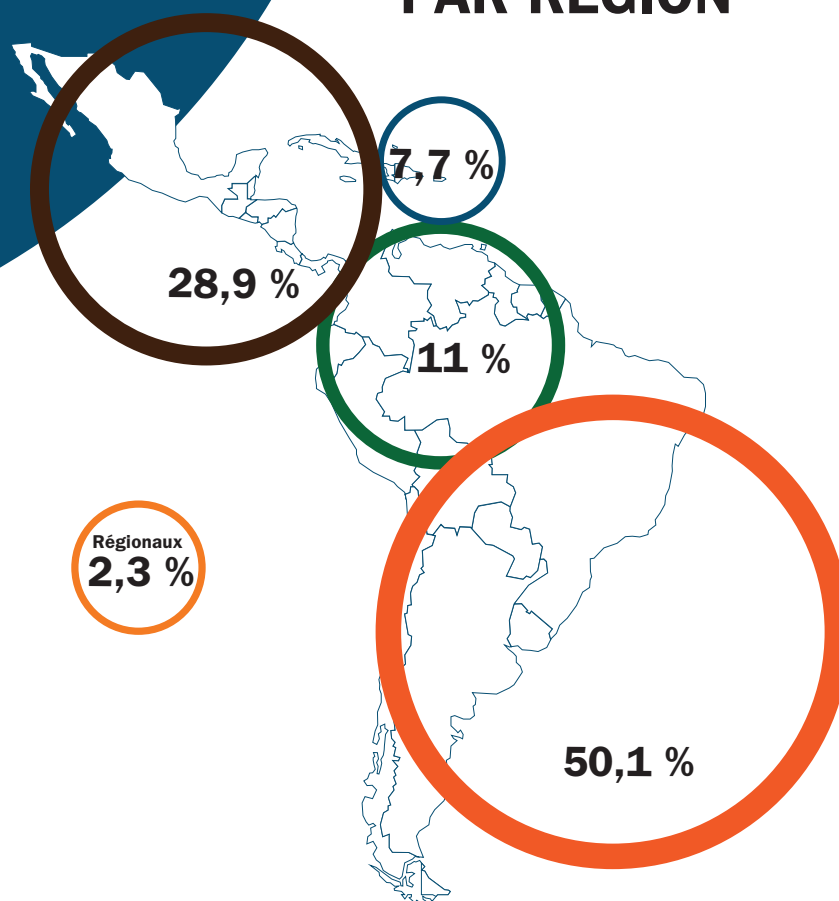
## ENCOURS DU PORTEFEUILLE PAR SECTEUR



<b>Secteur</b>	<b>Montant %</b>
Marchés financiers	40,5 %
Énergie	15,6 %
Transports	14,9 %
Divers	29 %
<b>Total</b>	<b>100 %</b>

DÉCAISSEMENTS  
2016  
1,4  
milliards

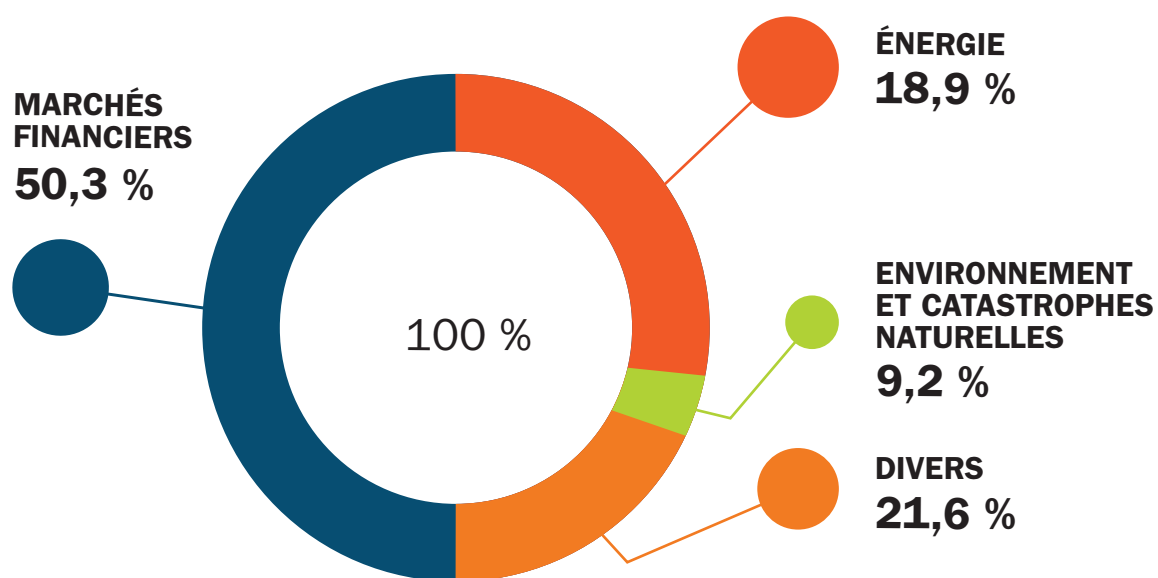
## DÉCAISSEMENTS PAR RÉGION



Région	Montant %
Cône Sud	50,1 %
Mexique et Amérique centrale	28,9 %
Pays andins	11,0 %
Caraïbes	7,7 %
Régionaux	2,3 %
<b>Total</b>	<b>100 %</b>



# DÉCAISSEMENTS PAR SECTEUR



<b>Secteur</b>	<b>Montant %</b>
Marchés financiers	50,3 %
Énergie	18,9 %
Environnement et catastrophes naturelles	9,2 %
Divers	21,6 %
<b>Total</b>	<b>100 %</b>

# SERVICES-CONSEILS ET FINANCEMENT MIXTE

**En 2016, la SII a lancé son offre remaniée de services-conseils et financement mixte, permettant de mieux identifier, concevoir et exécuter des projets durables.**

La SII combine des solutions financières et non financières pour intégrer les meilleures pratiques internationales dans la durabilité de tous les projets de la SII et optimiser l'impact sur le développement et la valeur pour ses clients.

La SII s'oriente à présent stratégiquement sur trois thèmes prioritaires — le changement climatique, l'égalité entre les sexes et la pérennité des entreprises — et emploie les ressources des donateurs et les commissions des clients pour financer ses services dans ce domaine.

Les services-conseils de la SII en matière de climat vont de solutions agricoles judicieuses au niveau climatique à des études de faisabilité de l'énergie propre, en passant par la conception de services financiers pour les technologies vertes. Pour apporter un soutien à l'égalité entre les sexes dans les entreprises et les institutions financières, la SII offre des évaluations de l'égalité entre les sexes et conçoit des services financiers pour les femmes. Elle a également progressé dans la promotion de l'égalité entre les sexes au sein des entreprises clients grâce à la Fondation certifiée EDGE et aux Principes des Nations Unies d'autonomisation des femmes qui tous deux proposent des outils diagnostiques qui permettent d'évaluer l'égalité entre les sexes au niveau des entreprises.

En matière de pérennité d'entreprise, la SII a poursuivi ses travaux d'audits à valeur partagée, de gouvernance d'entreprise et de chaînes de valeur durables. En 2016, la SII a géré 81 projets au titre de ses services-conseils.

L'offre de la SII dans le domaine du financement mixte va de subventions d'assistance technique et de préparation de projets pour leur bancabilité à des primes à l'investissement, en passant par des prêts à long terme et à faible taux d'intérêt pour la faisabilité de projets. Y figurent également des garanties, des protections de premier niveau et des prêts subordonnés, ainsi que des fonds propres pour l'atténuation des risques de projets en énergie renouvelable, en efficacité énergétique, en agriculture judicieuse au niveau du climat et en adaptation au changement climatique. En 2016, la Société a mobilisé 162,5 millions de dollars de ressources climatiques de la part de donateurs et géré 30 opérations de financement mixte représentant un volume total de projet de plus de 500 millions de dollars.

Les services-conseils et le financement mixte de la Société sont rendus possibles par des subventions et des apports en prêts de la part des gouvernements d'Autriche, de Chine, d'Italie, de Corée, des Pays-Bas, des États Unis et de Wallonie-Belgique ainsi que du Canadian Climate Fund, Climate Investment Funds, Global Environment Facility, Green ClimateFund et Nordic Development Fund.

La SII a, au cours de 2016, approuvé plus de 840 millions de dollars de financement climatique, dans le cadre d'une approche conjointe du financement climatique adoptée par un groupe de banques de développement multilatérales. Cette approche comporte l'approbation de prêts, de garanties, de subventions à l'investissement, de coopération technique et de prises de participation ainsi que de ressources internes et externes gérées par la SII.

# RÉSULTATS EN MATIÈRE DE DÉVELOPPEMENT

Dans le cadre de sa mission, la SII développe, met en œuvre et surveille l'impact sur le développement de tous ses investissements grâce à une structure globale appelée Development Effectiveness Framework (DEF). Cette structure couvre toutes les étapes du cycle de projet depuis le montage et l'éligibilité jusqu'à la supervision et l'évaluation, en passant par la structuration et l'approbation. Il sert également un double objectif qui est de choisir les bons investissements tout en veillant à ce qu'ils atteignent leurs objectifs de développement. DEF permet en dernier ressort à la SII de retenir les leçons de ses opérations, d'en partager les observations et d'optimiser l'impact au-delà de son financement direct.

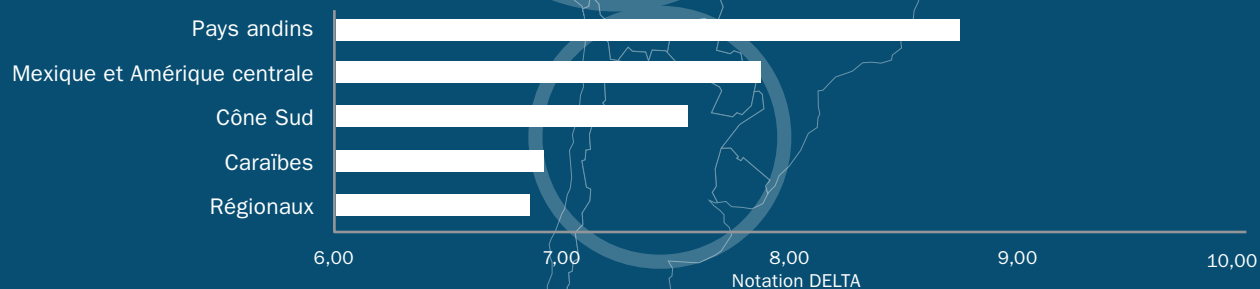
Au cours de l'exercice, la première version d'un nouvel outil appelé DELTA (Development Effectiveness Learning, Tracking, and Assessment) a été lancé et intégré dans les nouveaux processus et systèmes commerciaux de la SII. L'outil DELTA guide la sélection et la conception des investissements, offre une évaluation ex ante de leur impact sur le développement et de leur additionnalité, et assure leur alignement avec les priorités institutionnelles et celles du pays. Le score médian des projets approuvés en 2016 était de 7,6. Les projets d'infrastructure ont eu un impact sur le développement plus élevé que prévu à 8,3, suivi des institutions financières et produits financiers à 7,6 et des entreprises à 7,1.

Pour mieux suivre la performance des investissements, un nouveau système de supervision est actuellement en cours de développement et sera lancé en 2017. Appliquant la méthodologie DELTA à l'étape de mise en œuvre, le nouveau système évaluera l'impact du projet sur le développement et sa progression vers des cibles spécifiques. Ceci représente un atout clé pour les rapports d'avancement au niveau projet et portefeuille ainsi que pour les analyses commerciales et la production des commentaires clients.

Enfin, une fois que les projets arrivent à échéance, ils sont évalués par le biais des rapports de supervision élargi (XSR). En 2016, 40 projets approuvés pendant ou peu après la crise financière ont été évalués avec cet outil. Les rapports montrent que la SII a joué un rôle important dans l'amélioration de l'accès aux marchés financiers et à des financements à des conditions favorables à un moment où l'accès au financement était limité partout dans la région.

En outre, certains projets sont évalués par le biais d'évaluations approfondies de leur impact, qui traitent de la question de l'attribution et identifient des facteurs concrets de performance permettant d'améliorer de futures conceptions de projet. En 2016, la SII a élaboré une stratégie d'évaluation de l'impact qui comporte des directives sur les projets susceptibles d'être inclus dans ce type d'analyse. Six évaluations d'impact ont été lancées dans les secteurs des transports, des services financiers, de l'éducation et de la santé.

# NOTATION DELTA MOYENNE DE L'ENCOURS DES PROJETS APPROUVÉS EN 2016\*

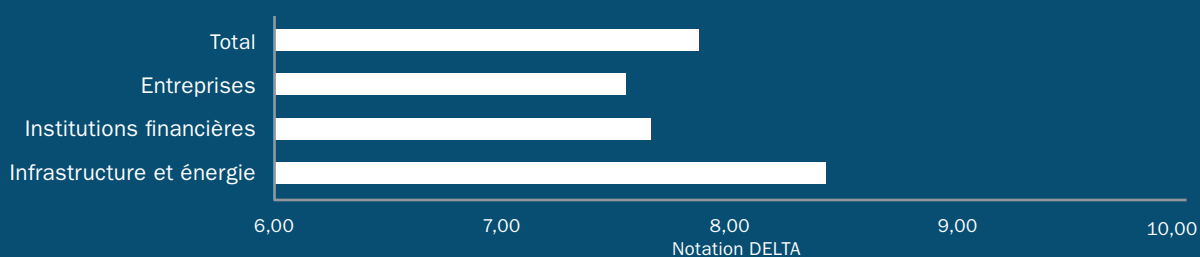


RÉGION	MOYENNE	MIN	MAX
Pays andins	8,8	7,0	9,7
Mexique et Amérique centrale	7,8	6,0	10,0
Cône Sud	7,6	6,4	9,5
Caraïbes	6,9	6,6	7,3
Régionaux	6,8	6,2	7,6

\*Ne comprend pas les opérations TFFP.



# NOTATION DELTA MOYENNE DE L'ENCOURS DES PROJETS APPROUVÉS EN 2016 PAR SECTEUR\*



SECTEUR	MOYENNE	MIN	MAX
Total	7,8	6,0	10,0
Entreprises	7,4	6,4	10,0
Institutions financières	7,6	6,0	9,7
Infrastructure et énergie	8,5	7,3	9,5

\*Ne comprend pas les opérations TFFP.

# APPROBATIONS EN 2016

En milliers de dollars des États-Unis

## Prêts

Pays	Nom	Secteur	Montant
<b>Argentine</b>			
	Citrusvil	Agriculture et développement rural	\$ 25 000
	Telecom Personal	Science et technologie	100 000
	Manantiales Wind Project	Énergie	100 400
	AUSA Second Road Safety and Urban Mobility Program	Transports	154 040
	Banco Galicia Green Financing Partnership	Marchés financiers	30 000
<b>Bahamas</b>			
	CBC Solar PV Project	Énergie	1 000
<b>Chili</b>			
	Tanner Factorline IV	Marchés financiers	20 000
	Avenatop	Agriculture et développement rural	5 000
	Securizadora Security	Marchés financiers	50 000
	Itelecom Energy Efficient Street Lighting	Énergie	7 000
<b>Colombie</b>			
	Bancamia	Marchés financiers	20 000
	EPM - Ituango Hydropower Plant	Énergie	400 000
	Colombian Energy Efficiency Trust	Marchés financiers	20 000
<b>Costa Rica</b>			
	ATI-Orbe	Développement des entreprises et des PME	2 875
	CAFSA IV	Marchés financiers	4 000
	Coopeservidores Housing Financing Partnership	Développement urbain et logements	30 000
<b>El Salvador</b>			
	Healthco	Santé	118
	Cerámicas del Pacifico	Secteur industriel	394
<b>Équateur</b>			
	Hidrowarm	Énergie	10 000
	Universidad de las Americas Loan	Éducation	18 000
	Interagua Corporate Loan (Guayaquil)	Eau et assainissement	60 000

## Prêts (cont.)

Pays	Nom	Secteur	Montant
<b>Guatemala</b>			
	El Siglo	Agriculture et développement rural	5 000
<b>Haïti</b>			
	Carifresh	Agriculture et développement rural	160
<b>Honduras</b>			
	Ficohsa Sub-Debt Partnership	Marchés financiers	12 000
<b>Mexique</b>			
	Nixte	Agriculture et développement rural	3 500
	Novelda	Secteur industriel	3 365
	VINTE III	Développement urbain et logements	16 162
	Supply Chain Financing E Factor Diez-Nemak	Secteur industriel	40 000
	SolarCity Green Securitization Facility	Marchés financiers	74 219
	Mezzanine Mexico Uno	Marchés financiers	20 781
	Equipa-T	Marchés financiers	969
<b>Panama</b>			
	Banco Delta	Marchés financiers	5 000
	Costa Norte Gas-fired Thermal Power Plant and LNG Terminal Project	Énergie	100 000
<b>Paraguay</b>			
	Fibrac II	Secteur industriel	440
<b>Pérou</b>			
	Sociedad Agrícola Viru	Agriculture et développement rural	48 500
<b>République dominicaine</b>			
	Securepharma expansion	Développement des entreprises et des PME	4 100
<b>Uruguay</b>			
	Campo Palomas Wind Power Project	Énergie	67 000
	Natelu	Énergie	6 100
	Yarnel	Énergie	6 400
<b>Régionaux</b>			
	Unicomer Limited/ El Gallo Mas Gallo De Alajuela / Wisdom Product	Divers	30 000

**\$ 1 501 525**

## Garanties

<b>Pays</b>	<b>Nom</b>	<b>Secteur</b>	<b>Montant</b>
<b>Paraguay</b>			
	TIGO	Science et technologie	\$ 68 895
	BBVA Paraguay SME Partnership	Marchés financiers	29 515
			<b>\$ 98 410</b>

## Participations

<b>Pays</b>	<b>Nom</b>	<b>Secteur</b>	<b>Montant</b>
<b>Régionaux</b>			
	Portland Caribbean Fund II Commitment Increase	Marchés financiers	\$ 10 200
	ABRAAJ - ALAF II Commitment Increase	Marchés financiers	17 000
			<b>\$ 27 200</b>

## TFFP – Prêts

<b>Pays</b>	<b>Nom</b>	<b>Montant</b>
<b>Argentine</b>		
	Banco Industrial S.A.	\$ 4 000
	Banco Supervielle S.A.	13 500
<b>Bolivie</b>		
	Banco Económico S.A.	7 000
	Banco Ganadero S.A.	5 000
	Banco Mercantil Santa Cruz S.A.	2 413
<b>Brésil</b>		
	Banco ABC Brasil S.A.	75 000
	Banco Industrial do Brasil S.A.	11 175
	Banco Santander S.A.	40 000
	Banco Sofisa S.A.	11 998



## TFFP – Prêts (cont.)

<b>Pays</b>	<b>Nom</b>	<b>Montant</b>
<b>Chili</b>		
	Banco Consorcio	17 000
	Banco Internacional	4 200
<b>Costa Rica</b>		
	Banco BAC San José, SA	10 000
	Banco Lafise, S.A.	5 000
<b>El Salvador</b>		
	Banco Agrícola S.A	10 000
	Banco Promerica, SA	4 000
<b>Équateur</b>		
	Banco de la Produccion S.A. (Produbanco)	25 000
	Banco del Pacífico S.A.	10 000
<b>Guatemala</b>		
	Banco Agromercantil de Guatemala, S.A.	9 987
	Banco Industrial, S.A.	100 000
	Banco Internacional, S.A.	10 000
<b>Honduras</b>		
	Banco Financiera Centroamericana, S.A. (FICENSA)	5 450
	Banco Financiera Comercial Hondureña S.A. (Ficohsa)	28 000
<b>Nicaragua</b>		
	Banco de Finanzas S.A.	2 701
	Banco de la Producción, S.A. (Banpro)	2 967
<b>Panama</b>		
	Banco Aliado, S.A.	2 471
	Towerbank International Inc.	9 000
<b>Paraguay</b>		
	Banco Continental S.A.E.C.A.	10 300
<b>Pérou</b>		
	Banco Interamericano de Finanzas S.A.	20 000
<b>Republique dominicaine</b>		
	Banco de Reservas de la República Dominicana	70 000
		<b>\$ 526 163</b>

## TFFP – Garanties

<b>Pays</b>	<b>Nom</b>	<b>Montant</b>
<b>Argentine</b>		
	Banco de Galicia y Buenos Aires S.A.	\$ 190
	Banco Industrial S.A.	8 931
	Banco Macro S.A.	2 000
	Banco Supervielle S.A.	1 439
<b>Bolivie</b>		
	Banco Bisa S.A.	471
	Banco De Crédito De Bolivia S.A.	550
	Banco Económico S.A.	600
	Banco Nacional de Bolivia S.A.	1 248
<b>Brésil</b>		
	Banco Daycoval S.A.	14 000
	Banco Industrial do Brasil S.A.	19 850
<b>Costa Rica</b>		
	Banco Promerica de Costa Rica, S.A.	2 985
<b>El Salvador</b>		
	Banco Agrícola S.A.	10 000
<b>Équateur</b>		
	Banco Bolivariano C.A.	58
<b>Guatemala</b>		
	Banco Internacional, S.A.	5 000
<b>Honduras</b>		
	Banco Atlántida S.A.	3 306
	Banco Hondureño del Café, S.A.	530
	Banco Lafise Honduras S.A.	882
	Banco Promerica S.A.	600
<b>Nicaragua</b>		
	Banco de Finanzas S.A.	8 100
	Banco de la Producción, S.A. (Banpro)	833
<b>Panama</b>		
	Banco Aliado, S.A.	2 563
		<b>\$ 84 136</b>

# 45 PAYS MEMBRES

ALLEMAGNE

ARGENTINE

AUTRICHE

BAHAMAS

BARBADE

BELGIQUE

BELIZE

BOLIVIE

BRÉSIL

CANADA

CHILI

COLOMBIE

COSTA RICA

DANEMARK

EL SALVADOR

ÉQUATEUR

ESPAGNE

ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE

FINLANDE

FRANCE

GUATEMALA

GUYANA

HAÏTI

HONDURAS

ISRAËL

ITALIE

JAMAÏQUE

JAPON

MEXIQUE

NICARAGUA

NORVÈGE

PANAMA

PARAGUAY

PAYS-BAS

PÉROU

PORTUGAL

RÉPUBLIQUE DE CORÉE

RÉPUBLIQUE DOMINICAINE

RÉPUBLIQUE POP. DE CHINE

SURINAME

SUÈDE

SUISSE

TRINIDAD-ET-TOBAGO

URUGUAY

VENEZUELA

# Notre gouvernance institutionnelle

## **Vision**

La SII a pour vision de maximiser son impact sur le développement dans un cadre de viabilité financière à long terme.

## **Mission**

La SII favorise le développement économique des pays membres en développement de la région en encourageant la création, l'expansion et la modernisation des entreprises privées, de préférence des petites et moyennes entreprises.

## **Assemblée des Gouverneurs**

L'Assemblée des Gouverneurs, composée d'un gouverneur et de son suppléant nommés par chaque pays membre, est investie de tous les pouvoirs de la SII. Parmi les pouvoirs conférés à l'Assemblée des Gouverneurs qui ne peuvent être délégués au Conseil d'administration figurent l'admission de nouveaux pays membres, l'engagement d'auditeurs externes, l'approbation des états financiers vérifiés de la SII et l'amendement de l'Accord constitutif de la SII.

## **Conseil d'administration**

Le Conseil d'administration est responsable de la conduite des opérations de la SII et exerce tous les pouvoirs que lui confère l'Accord constitutif de la SII ou que lui délègue l'Assemblée des Gouverneurs. Le Conseil d'administration décide de la structure organisationnelle de la SII, y compris du nombre et des responsabilités générales des principaux postes administratifs et professionnels. Il approuve également le budget de la SII. Les treize Administrateurs et leurs suppléants sont élus pour un mandat de trois ans et représentent un ou plusieurs pays membres de la SII.

Le Comité exécutif du Conseil d'administration est composé de quatre personnes, à savoir l'Administrateur ou le suppléant nommé par le pays membre qui détient le plus grand nombre d'actions de la SII, deux Administrateurs représentant les pays membres en développement de la région et un Administrateur représentant les autres pays membres. Ce Comité étudie tous les prêts et les prises de participation qu'effectue la SII dans des entreprises implantées dans les pays membres.

## **Direction**

Le Président de la BID est de droit le Président du Conseil d'administration de la SII. Il préside les réunions du Conseil d'administration mais n'a pas droit de vote à moins qu'il ne faille départager les voix. Il peut participer aux réunions de l'Assemblée des Gouverneurs de la SII mais n'y a pas droit de vote.

Le Conseil d'administration nomme le Directeur général de la SII à une majorité des quatre cinquièmes du total des droits de vote, sur recommandation du Président du Conseil d'administration.

Sous la direction du Conseil d'administration et la supervision générale du Président du Conseil d'administration, le Directeur général est chargé des affaires courantes de l'institution et, en consultation avec le Conseil d'administration et le Président du Conseil d'administration, il est également responsable de l'organisation, de la nomination et du licenciement des cadres et des employés de la SII. Le Directeur général peut participer aux réunions du Conseil d'administration mais n'y a pas droit de vote.

Le Directeur général décide également de la structure opérationnelle de la SII et peut la modifier selon l'évolution des besoins de l'organisation.



## **Personnel**

Le 1er janvier 2016, le Directeur général de la Société, ses cinq cadres supérieurs et six de ses chefs de division avaient été nommés par voie de concours public. Un processus de recrutement de personnel a été conçu et mis en place pour le recrutement de tous les autres postes de personnel international dans l'entité consolidée.

La SII a commencé l'exercice avec un effectif en place de 183 personnes (154 internationales et 29 nationales), comprenant le personnel de l'ancienne SII, des anciens services secteur privé de la BID et des embauches externes par voie de concours public organisé dans le cadre de l'initiative de restructuration.

Des processus de recrutement pour les postes restant vacants de chefs de division, les rôles essentiels et les postes internationaux ont été entrepris au cours de 2016. Un total de 42 personnes (39 internationales et 3 nationales) ont été embauchées au cours de l'exercice, dont cinq chefs de division.

Au 31 décembre 2016, il y avait un effectif en place de 214 personnes (184 internationales et 30 nationales) à la SII. Sur ce total, 16 % du personnel se trouve dans les bureaux de la SII à travers la région, notamment en Argentine, en Colombie, au Costa Rica, en Équateur, à El Salvador, en Jamaïque, au Mexique, au Nicaragua, au Panama, au Paraguay, au Pérou et en Uruguay.

## Structure des rémunérations pour le personnel du siège de la SII<sup>1</sup>, au 31 décembre 2016<sup>2</sup>

Niveau	Titre du poste	Minimum	Maximum	Nombre	% du personnel	Salaire moyen	Avantages sociaux moyens <sup>3</sup>
EXE	Cadre supérieur	\$ 223 000	\$ 390 600	6	3,4 %	\$ 291 437	\$ 122 404
A	Cadre	157 500	283 500	11	6,1 %	201 183	84 497
B	Technique	136 800	246 200	19	10,6 %	164 990	69 296
C	Technique	113 700	204 700	41	22,9 %	140 485	59 003
D	Technique	84 800	169 200	69	38,5 %	105 367	44 254
E	Technique	69 700	111 700	23	12,8 %	81 117	34 069
F	Soutien commercial	50 000	75 000	7	3,9 %	61 058	25 644
G	Soutien commercial	43 500	65 100	3	1,7 %	72 303	30 367
				179	100 %		

1 Les Membres du Conseil d'administration de la SII, y compris les administrateurs, les administrateurs suppléants, les conseillers senior et les conseillers ainsi que le président du Conseil d'administration sont rémunérés par la BID.

2 Le personnel en région est rémunéré localement à des fourchettes de taux déterminées par la BID..

3 Comprend les congés du personnel, les prestations de fin de service, l'assurance médicale et l'assurance-vie et d'autres avantages sociaux hors salaires, tels que les congés dans le pays d'origine, le remboursement des impôts, les frais de voyage de nomination, les frais de mobilité et de rapatriement, l'allocation personnes à charge et l'allocation scolaire.

## Administrateurs et Administrateurs suppléants (en décembre 2016)

	Administrateur	Administrateur suppléant
Argentine et Haïti	Raúl Novoa	
Allemagne, Autriche, Belgique, Italie, Pays-Bas et République populaire de Chine	Stefania Bazzoni	Ute Heinbuch
Bahamas, Barbade, Guyana, Jamaïque et Trinité-et-Tobago	Jerry Butler	Cheryl Morris-Skeete
Belize, Costa Rica, El Salvador, Guatemala, Honduras et Nicaragua	Marlon Tábora	José Mauricio Silva
République bolivarienne du Venezuela et Panama	Armando León	Fernando Ernesto de León de Alba
Bolivie, Paraguay et Uruguay	Hernando Larrazábal	Marcelo Bisogno
Brésil et Suriname	Antônio Silveira	Frederico Jayme Jr.
Canada, Danemark, Finlande, France, Norvège, Suède et Suisse	Christian Hofer	Joffrey Célestin Urbain
Chili et Équateur	Kevin Cowan	Xavier Santillán
Colombie et Pérou	Sergio Diazgranados Guida	Patricia Miloslavich
République dominicaine et Mexique	Bosco Martí	Carlos Pared
Espagne, Israël, Japon, Portugal et République de Corée	María Rodríguez de la Rúa	Ana Ferreira
États-Unis d'Amérique	Mark Lopes	

## Cadres



DE GAUCHE À DROITE

**María del Rocío Palafox**

(Directeur des finances et administration)

**James P. Scriven**

(Directeur général)

**Christian Novak**

(Directeur de la gestion des risques)

**Haydee Rosemary Jeronimides**

(Directeur du conseil juridique)

**Gema Sacristán**

(Directeur des opérations)

**Orlando Ferreira**

(Directeur de la planification stratégique)

## Administrateurs et Administrateurs suppléants



PREMIER RANG, DE GAUCHE À DROITE

**Ute Heinbuch** (Allemagne)

**José Mauricio Silva** (El Salvador)

**Stefania Bazzoni** (Italie)

**Marcelo Bisogno** (Uruguay)

**Cheryl Morris-Skeete** (Barbade)

**Bosco Martí** (Mexique)

**Sergio Diazgranados Guida** (Colombie)

DEUXIÈME RANG, DE GAUCHE À DROITE

**Ana Ferreira** (Portugal)

**Xavier Santillán** (Équateur)

**Christian Hofer** (Suisse)

**Fernando de León de Alba** (Panama)

**Patricia Miloslavich** (Pérou)

**María Rodríguez de la Rúa** (Espagne)

**Frederico Jayme Jr.** (Brésil)

**Hernando Larrazábal** (Bolivie)

TROISIÈME RANG, DE GAUCHE À DROITE

**Carlos Pared** (République dominicaine)

**Joffrey Célestin Urbain** (France)

**Raúl Novoa** (Argentine)

**Armando León** (Venezuela)

**Antônio Silveira** (Brésil)

ABSENTS

**Jerry Butler** (Bahamas)

**Marlon Tábora** (Honduras)

**Kevin Cowan** (Chili)

**Mark Lopes** (États-Unis d'Amérique)

# ÉTATS FINANCIERS

31 DE DÉCEMBRE 2016 ET 2015

# **RAPPORT DES AUDITEURS INDÉPENDANTS**

Les états financiers de la Société interaméricaine d'investissement ont été examinés en anglais et en espagnol par des réviseurs comptables indépendants de la Société. Le rapport des réviseurs sur l'examen effectué ainsi que leur opinion et les états financiers complets apparaissent dans les versions anglaise et espagnole du rapport annuel.



# RÉSULTATS FINANCIERS

En 2016, le premier exercice suivant la consolidation des opérations secteur privé du Groupe BID dans la SII (Réforme NSG du Groupe BID), la SII a déclaré un revenu net de 17,7 millions de dollars (par rapport aux 3,0 millions de dollars de 2015). Ceci marque le quatorzième exercice bénéficiaire consécutif. Au cours de 2016, le total des capitaux propres de la Société a augmenté de 19 %, passant de 857 millions de dollars en 2015 à 1,022 milliard de dollars en 2016. Cette augmentation des capitaux propres de la SII est le résultat des 154,6 millions de dollars d'apports en capital et des bénéfices non distribués du revenu net de l'exercice.

Au cours de l'exercice 2016, les actifs liés au développement, mesurés en tant qu'encours brut de prêts et de participations (GLEO), ont diminué, passant de 1,0 milliard de dollars en 2015 à 0,9 milliard de dollars en 2016, ce qui est principalement dû à la réorientation stratégique des opérations de la SII visant à accroître l'accent mis sur les nouveaux secteurs prioritaires, particulièrement l'infrastructure, à l'expansion prudente de l'activité au lendemain de la Réforme NSG du Groupe BID ainsi qu'au fait que les remboursements aient dépassé les décaissements. En 2016, la SII a conclu avec succès des opérations, ajoutant 130 millions de dollars d'engagements non décaissés au GLEO à la clôture de l'exercice.

Le chiffre d'affaires total, déduction faite des coûts d'emprunts, a atteint la somme de 101,6 millions de dollars en 2016, soit 54,1 millions de dollars de plus qu'en 2015. L'augmentation du chiffre d'affaires total par rapport à l'exercice précédent est principalement liée aux redevances administratives correspondant à la gestion du portefeuille secteur privé de la BID pour 51,4 millions de dollars, un meilleur rendement des investissements sous forme de participations pour 5,1 millions de dollars et un meilleur rendement du portefeuille de titres de placement pour 4,1 millions de dollars, qui ont été partiellement compensés par des ajustements liés au crédit dans les provisions pour pertes sur prêts et les réductions de valeur sur les investissements sous forme de participations pour 8,1 millions de dollars. À l'inverse, les charges d'exploitation ont augmenté, passant de 50,0 millions de dollars en 2015 à 81,2 millions de dollars en 2016, reflétant des frais administratifs plus élevés, qui ont augmenté de 34,9 millions de dollars, principalement dus à l'augmentation des effectifs du fait de la Réforme NSG du Groupe BID.

Le capital libéré de la SII a augmenté 154,6 millions de dollars, alimenté par la première tranche annuelle de la deuxième augmentation générale de capital de la SII. Au 31 décembre 2016, toutes les 80 662 actions offertes aux pays membres au titre de l'annexe A à la résolution de Busan étaient souscrites.

## QUALITÉ DE L'ACTIF

La SII a maintenu un portefeuille de haute qualité en 2016. Les principaux indicateurs de la qualité de l'actif sont restés remarquablement stables en dépit du fléchissement du PIB de la région pour la deuxième année consécutive et de la faiblesse persistante des cours des matières premières. Le portefeuille de prêts ayant un jour ou plus d'arriéré de paiement est d'un montant de 15,2 millions de dollars en 2016, soit l'équivalent de 1,8 % du portefeuille de prêts, en concordance avec le pourcentage moyen sur trois ans de 1,7 %. Le ratio des prêts ayant fait l'objet d'une réduction de valeur par rapport à l'encours du portefeuille de prêts est demeuré inchangé à 1,0 % en 2016. Toutes les opérations disposent d'une couverture de garantie adéquate et sont étroitement surveillées par la SII. De plus, la couverture de provisionnement des pertes sur prêts est de 230 % pour les prêts en arriéré de paiement et de 397 % pour les prêts ayant fait l'objet d'une réduction de valeur.

## **ADÉQUATION DES FONDS PROPRES**

Les ratios de solvabilité de la SII sont demeurés très solides en 2016. Le ratio du total de l'actif rapporté aux fonds propres est revenu au niveau des exercices précédents, se plaçant à 48 % en décembre 2016, en diminution par rapport au chiffre de 57 % de 2015. Cette diminution tient surtout à l'émission en avril 2016 de l'European Medium Term Note (EMTN) de 500 millions de dollars qui a été partiellement compensée par l'augmentation des capitaux propres de la SII. Compte tenu du niveau en décembre 2016 de son capital et de ses provisions pour pertes sur prêts, la SII maintient une couverture de 119 % de son exposition totale au risque des actifs liés au développement.

## **EFFET DE LEVIER ET LIQUIDITÉ**

En avril 2016, la SII a lancé sa troisième et plus importante émission de titres d'emprunt dans le cadre de son programme EMTN avec une obligation à taux variable de 500 millions de dollars à trois ans, amenant l'encours total des emprunts à 1,1 milliard de dollars à la fin de 2016.

Le ratio passif/fonds propres a augmenté, passant à 1,1 par rapport au 0,8 de l'exercice précédent et restant bien en deçà du niveau maximum de 3,0 établi par l'Accord constitutif de la SII. Les ratios de liquidité de la SII sont demeurés solides avec un ratio de liquidité sur total de l'actif de 59 % en 2016 et un ratio de liquidité sur endettement financier de 120 % en 2016.

## **RÉGIME DE RETRAITE ET RÉGIME DE PRESTATIONS COMPLÉMENTAIRES AU PERSONNEL RETRAITÉ**

Par suite de la réforme NSG du Groupe BID, 92 membres du personnel ont été transférés des Régime de retraite et Régime de prestations complémentaires au personnel retraité (RPPR) de la BID à ceux de la SII. Le Régime de retraite de la SII est capitalisé à 85 % (sous-capitalisation de 27,1 millions de dollars) et le RPPR est capitalisé à 98 % (sous-capitalisation de 2,1 millions de dollars) au 31 décembre 2016. La sous-capitalisation a diminué de 3,1 millions de dollars pour le Régime de retraite et de 4,0 millions de dollars pour le RPPR. Les variations de la capitalisation du Régime de retraite et du RPPR sont le fait de la diminution des taux d'actualisation de respectivement 0,18 % et 0,19 % qui découle des conditions économiques et financières actuelles, ayant pour résultat une valeur actuarielle plus élevée des prévisions de passifs des deux régimes. Cette diminution a été partiellement compensée par des rendements positifs sur les actifs des régimes de 8,04 % pour le Régime de retraite et de 7,78 % pour le RPPR du fait de la bonne performance des marchés financiers en 2016.





# Coordonnées

## Siège

---

1350 New York Avenue, N.W.  
Washington, DC 20577  
États-Unis d'Amérique  
Tel.: +1 (202) 623-3900  
Fax: +1 (202) 623-3815

## Argentine

---

Esmeralda 130 Piso 17  
C1035ABD, Buenos Aires  
Tel.: + (54 11) 4320-1800  
Fax: + (54 11) 4320-1831/7

## Bolivie

---

Av. 6 de Agosto # 2818,  
Zona de San Jorge  
La Paz  
Tel: + (591) 22177700  
Fax: + (591) 22391089

## Brésil

---

Setor de Embaixadas Norte  
Quadra 802, Conjunto F, Lote 39  
Asa Norte  
Brasília  
Tel: + (55 61) 3317-4200  
Fax: + (55-61) 3321-3112

## Chili

---

Avda. Pedro de Valdivia 0193  
Pisos 10 y 11  
Providencia  
Santiago  
Tel.: + (562) 2431-3707/3719  
Fax: + (562) 2374-2436

## Colombie

---

Carrera 7 No. 71-21, Torre B  
Piso 19  
Edificio Davivienda  
Bogotá  
Tel.: + (571) 325-7000  
Fax: + (571) 325-7057

## Costa Rica

---

Centro Corporativo El Cedral  
Edificio A. Piso 4  
300 mts Este del Peaje  
Autopista Próspero Fernández  
Trejós Montealegre, Escazú  
Apartado postal 1343-1250  
San José  
Tel.: + (506) 2588-8748  
Fax: + (506) 2288-7028

## El Salvador

---

Edificio World Trade Center  
Torre 1 4º Nivel  
Calle El Mirador y 89 Avenida Norte  
San Salvador  
Tel.: + (503) 2233-8900 ext. 2201  
Fax: + (503) 2233-8921

## Équateur

---

Avda. 12 de Octubre N24-528 y Cordero  
Edificio World Trade Center - Torre II, Piso 9, Quito  
Tel.: + (5932) 299-6900  
Fax.: + (5932) 299-6969

## Haiti

---

Bourdon 389  
Boite Postale 1321  
Port-au-Prince  
Tel.: + (509) 2812-5000/5048

## Jamaïque

---

40-46 Knutsford Boulevard  
6th Floor, Kingston  
Tel.: + (876) 764-0815/0852

## Mexique

---

Avenida Paseo de la Reforma N° 222  
Piso 11 Colonia Juárez  
Delegación Cuauhtémoc  
México, D.F. 06600  
Tel.: + (52 55) 5141-2492

## Nicaragua

---

Boulevard Jean Paul Genie  
de la Rotonda Jean Paul Genie  
970 mts al oeste (M/D)  
Managua  
Tel.: + (505) 2264-9180

## Panama

---

Tower Financial Center, Piso 23  
Calle 50 y Elvira Méndez  
Panamá  
Tel.: + (507) 206-0927  
Fax.: + (507) 206-0999

## Paraguay

---

Quesada 4616 esq. Legión Civil  
Extranjera – Piso 1  
Asunción  
Tel.: + (595 21) 616-2320  
Fax: + (595 21) 616-2261

## Pérou

---

Calle Dean Valdivia No. 148  
Piso 10  
Lima 27  
Tel.: + (511) 215-7800  
Fax: + (511) 442-3466

## Uruguay

---

Rincón 640  
11.000 Montevideo  
Tel.: + (598) 2915-3696  
Fax: + (598) 2916-2607

